

Bourges le 10 novembre 2015

BOYCOTT du Comité Départemental d'Action Sociale du Cher

Monsieur le Président,

Ce mardi 10 novembre vous avez convoqué, à 14h30, un CDAS (Comité départemental d'Action Sociale)

Il y a quelques mois Monsieur SAPIN avait affirmé que « l'action sociale ministérielle faisait partie des priorités dans ce ministère.

Avec une amputation du budget 2015 de 27,95 M € (dont 26,6 M € sur l'ALPAF et 540 000 € sur l'EPAF) nous voyons bien la priorité donnée à l'action sociale.

C'est dans la continuité de réduction aveugle des dépenses de l'Etat que l'action sociale voit à nouveau son budget amputé.

Par ailleurs, sur ce budget seront appliqués la réserve de précaution et autres gels et sur-gels.

Les crédits disponibles pour l'action sociale s'élèveront en définitive à un peu plus de 115 millions d'€ soit une perte pour les agents de 40 millions d'€.

Les agents des Ministères Economiques et Financiers (MEF) font face depuis plusieurs années à des suppressions massives d'emplois, plus de 30000 en 10 ans et encore près de 2600 en 2016.

Dans le même temps, le dialogue social est inexistant à la Direction Générale des Finances Publiques.

En effet, depuis des mois, la Direction Générale se refuse à communiquer sur son planning de restructuration des services à marche forcée.

Ce nouveau refus du Directeur Général à communiquer son plan d'action a contraint les organisations nationales, SOLIDAIRES, FO et CGT, à quitter la séance du CTSC.

Elles ont envoyé un courrier au Ministre et ont décidé de boycotter toutes les instances, à part les CAP, tant que le Ministre n'aura pas répondu.

Amputation du budget de l'action sociale, détérioration des conditions de travail, blocage du point d'indice et de leurs rémunérations depuis 2010, opacité des restructurations envisagées par la Direction Générale, c'en est trop.

Pour les agents actifs et retraités des MEF et leurs familles, l'Action Sociale est primordiale. C'est un acquis de 1989 auquel ils sont particulièrement attachés et qui a pour but de les aider dans différents domaines et d'améliorer leurs conditions de vie.

Or aujourd'hui, les Ministres s'attaquent à l'Action Sociale et remettent en cause de fait les prestations destinées aux agents.

Les Ministres ont délibérément masqué la réalité des chiffres aux organisations syndicales dans un total mépris du dialogue social. Nous ne pouvons l'accepter.

Pour ces raisons, les représentants des personnels de SOLIDAIRES, FO et CGT ont décidé de ne pas siéger à ce Comité Départemental d'Action Sociale.

Les agents des Finances Publiques en ont marre d'être exemplaires, ils veulent être entendus et le feront savoir de nouveau lors de la journée d'action du 18 novembre 2015.